

Tartagueule

à la récré



N° 137 Mai 2019 Bulletin de la CNT Éducation Rhône et Ain avec le soutien de la CNT- PTT

Face à la casse du service public et de l'éducation 9 MAI : A NOUS D'ENGAGER UN VRAI COMBAT !

Depuis des années l'Etat dégrade les conditions de travail des fonctionnaires. Cette fois, c'est au statut même de la fonction publique qu'il s'attaque. La casse générale du statut des fonctionnaires relève de la même logique que celle du code du travail : réduire les dépenses (notamment celles liées au service public), refilez des secteurs d'activité (et des profits) au privé, et fondez un nouveau modèle de société qui aggraverait encore les inégalités. En effet les services publics sont et doivent bénéficier à toutes et tous, et les classes populaires en sont les principaux bénéficiaires.

La loi, débattue en Juin prochain, prévoit des baisses énormes de fonctionnaires (120000 dont 70000 dans la fonction publique territoriale et 50000 dans la fonction publique d'Etat). Le recours à des emplois de contractuel.le.s va exploser : dans les communes de moins de 1000 habitants (la majorité des communes françaises), il sera possible de recourir à des contractuel.le.s pour des emplois permanents. La précarité des emplois est renforcée avec le contrat de mission qui s'étendrait sur une durée maximale de 6 ans (durée non connue au départ du contrat) et non CDIisable. Enfin, les mesures de flicage des travailleur.ses devraient accompagner le renforcement de l'individualisation de l'évaluation des agents, avec notamment la prise en compte des résultats des contractuel.le.s dans leur rémunération. Evidemment, plutôt que d'embaucher, l'Etat préfère augmenter le temps de travail en cassant les régimes dérogatoires (c'est l'« harmonie » pour le temps de travail).

Dans l'éducation, les réformes réactionnaires, nationalistes et autoritaires se succèdent et notre riposte n'est pas encore à la hauteur de l'attaque de nos conditions de travail ainsi que de celles de nos élèves. Dans plusieurs secteurs, les réformes visent au désengagement financier de l'état tout en permettant au secteur privé de faire des profits.

La réforme des lycées n'a pour but que de faire des économies tout en adaptant le système scolaire aux évolutions de l'économie capitaliste : vers la formation d'une minorité surqualifiée (dans les lycées puis les universités les plus côchées) et d'une majorité de futur.es travailleur.es peu qualifié.es (qui passeront par des lycées moins valorisés, à commencer par ceux des banlieues, et qui auront

perdu un grand nombre d'options qu'ils proposaient auparavant).

Le financement des écoles maternelles privées, justifiée par l'obligation de scolarisation à partir de 3 ans (alors que quasi tous les enfants le sont déjà), va renforcer le communautarisme de la bourgeoisie. Plus de fric pour le privé, c'est moins d'égalité sociale et un cadeau aux lobbies proche du gouvernement (Agir pour l'école). Les baisses de poste vont également dans le sens de ces « économies » pour le gouvernement, la toute récente deuxième heure supplémentaire obligatoire vise à permettre ces suppressions au mépris de nos conditions de travail.

Les AED préparant le concours de l'enseignement pourront maintenant enseigner. C'est un statut de sous professeur.e à bas coût, en effet elles n'auront pas le même salaire et pourront être utilisés dès le bac+2.

En plus de ces mesures qui renforcent les inégalités, Blanquer installe de nouvelles mesures autoritaires :

La loi dite de la confiance démarre par l'introduction d'un devoir de réserve pour tous. Le but est bien un contrôle strict de la parole des enseignants aussi bien dans les classes que lors de toute prise de parole publique. Cette dérive autoritaire se combine avec une autre, nationaliste, en imposant les drapeaux français dans chaque classe !

Cette dérive autoritaire apparaît aussi au niveau de la formation des enseignant.e.s. Les ESPE deviennent des INSPE avec des directeurs et directrices nommé.e.s par le recteur et non plus élus par les enseignant.e.s, et avec un programme cadré au plan national par le ministère.

Les revendications sont nombreuses. Face à la dégradation du système scolaire et à l'attaque généralisée de la fonction publique, organisons-nous et luttons pour nous y opposer et proposer un modèle de société émancipateur dans lequel les intérêts n'ont aucune place.

La CNT éducation soutient les personnels grévistes en grève reconductible depuis le 29 avril et appelle à se regrouper, s'organiser et se mettre en grève à partir du 9 Mai.



SEULE LA LUTTE PAIE!

Le 1er mai 2002, plus d'un million de manifestant.e.s investissaient les rue du pays, des centaines de cortèges défilant dans autant de villes. Il s'agissait d'interdire la présidence à un candidat d'extrême droite dont on devinait aisément les intentions belliqueuses envers la population. Cette démonstration n'a depuis plus eu son pareil et les gouvernements successifs, surfant sur cette vague anti-frontiste, n'ont eu de cesse de s'attaquer aux conditions de vie de la population.

Aujourd'hui, il n'est pas question de devinettes ou de spéculation, le gouvernement a bel et bien déclaré la guerre à la population au travers, entre autres, de ces projets de lois visant à réformer le système scolaire. Ces projets de lois ne touchent pas que les professionnel.e.s de l'éducation. La population

entière est concernée au travers du saccage annoncé des conditions d'accueil, d'enseignement et d'orientation.

Alors oui, il est nécessaire que ce mythique million et plus encore de personnes retourne dans la rue et y reste jusqu'à l'abandon de ces projets avilissants, précarisants et liberticides. Cela passe par les assemblées générales, les rassemblements, les manifestations, la grève et tout ce qu'il reste à inventer. Si chaque individu.e a conscience de l'importance de sa participation et accepte de faire vivre ce mouvement qui doit, au final, dépasser le cadre de son établissement, de sa ville ou de son département, nous verrons le gouvernement reculer. Et non seulement nous le verrons reculer mais peut-être pourrions-nous même imposer nos propres aspirations quant au devenir de notre École.

Réforme des retraites : l'arnaque

Gilet jaunes, européennes, affaire Benalla, loi Blanquer, loi anticasseur, le gouvernement en ayant déjà gros sur la patate a choisi de ne pas nous inquiéter tout de suite avec ses projets de réforme des retraites. Indexation sur l'inflation, sur les salaires, fusion des différents régimes, retraite par point pour tous, recul de l'âge de départ en retraite, disparition des pensions de réversion... nous ne savons pas encore à quelle sauce nous allons être mangés !

Sans être grand devin, on peut déjà dire que le passage à un système de retraite à points conduira à une baisse des pensions (on parle de -20 à -30%). Cette baisse touchera tout particulièrement les salariés les plus fragiles (temps partiels contraints, carrières morcelées) et il sera souvent impossible financièrement de partir à l'âge légal – quel qu'il soit !

Dans tous les cas, cette réforme dans un cadre capitaliste, ne peut être qu'une arnaque comme le prouvent 4 chiffres faciles à trouver :

ÂGE MOYEN DE DÉPART À LA RETRAITE : 62 ans et 8 mois pour les hommes et 63 ans pour les femmes (1)

ESPÉRANCE DE VIE EN BONNE SANTÉ : 64,1 ans chez les femmes et 62,7 chez les hommes (2)

PENSION MOYENNE MENSUELLE D'UN RETRAITÉ : 1740 euros pour un homme et 1050 euros pour une femme (3)

COÛT MOYEN MENSUEL D'UN EHPAD : 1949 euros (4)

Sans commentaire.

(1) : Caisse Nationale d'Assurance-Vieillesse, 2018

(2) : EUROSTAT, 2016 (ce qui est en dessous de la moyenne européenne)

(3) : Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques, 2015

(4) : Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie, 2016

RÉFORME DES RETRAITES : LES IDÉES FUSENT À L'ÉLYSÉE



« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant.e.s après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanents et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun.e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueule ou adhérer, envoyez-nous un mail à educ69@cnt-f.org

